

sujets et un seul comité pour couvrir tout le domaine des relations ouvrières et internationales. C'est à n'y rien comprendre, en fait, tout cela est incohérent.

J'espère que le nouveau comité entreprendra son travail avec courage et détermination, afin que le Parlement, ses méthodes, son Règlement et sa procédure, qui avaient été relégués aux oubliettes, reçoivent un regain de vie et rendent des services réels à la population.

A notre gauche en cette Chambre, et préconisant des théories beaucoup trop extrémistes de l'avis de la plupart des Canadiens, siège un groupe à qui je veux cet après-midi adresser quelques remarques. Elles n'auront rien d'injurieux. Sachons, en effet, que nos ennemis du moment ne sont pas des Canadiens. Sachons aussi que c'est en analysant froidement les programmes et les politiques des partis, en recherchant la lumière plutôt que la chaleur dans leur discussion, que nous arriverons véritablement à faire progresser notre pays. Jamais je n'ai aimé ces violentes dénominations publiques des partis politiques ou de leurs adhérents, mais je profite de l'occasion pour nier au parti C.C.F. ce qui semble être de sa part une prétention implicite, d'être le seul à répondre aux désirs qu'ont les Canadiens de voir leur pays atteindre son plus grand développement national. Aucun groupe, aucun parti n'a le droit d'y prétendre même implicitement. Le parti conservateur progressiste, pour sa part, ne le cède à quiconque dans son désir—et, qu'on me permette de le dire,—dans ses moyens d'atteindre cet objectif.

Notre parti préconise un programme de réformes rationnelles, à l'opposé d'un programme ou bien trop méthodiquement réactionnaire ou bien trop imprudemment révolutionnaire. Nous avons pris l'engagement de remédier aux abus du présent régime et d'y apporter les réformes qui s'imposent. Nous irons jusqu'à l'extrême limite avec le parti C.C.F., ou tout autre quel qu'il soit, dans la voie des réformes rationnelles, mais rendus au bord du précipice, nous fausserons compagnie à ceux qui voudront perdre pied et se plonger dans les abîmes de la confusion et de la révolution.

Notre parti cherche la prospérité dans une plus grande production. Notre tâche, telle que nous la concevons, est, non pas de rationner une production insuffisante mais de répartir l'abondance. Le régime économique des derniers temps était incapable d'assurer cette production toujours croissante sans laquelle l'embauchage intégral est impossible. Jamais non plus le socialisme d'Etat n'y parviendra, parce qu'il est trop rigide, trop centralisé et trop coercitif.

[M. Graydon.]

Le seul espoir d'une augmentation soutenue du revenu national réside dans la collaboration de l'Etat avec les entreprises organisées par les particuliers, par les coopératives ou par l'Etat lui-même. Notre parti estime que le Gouvernement doit s'unir à l'industrie, au commerce, à l'agriculture et à la finance pour élaborer des projets de nature à assurer une production continue et croissante et l'embauchage intégral tout en ménageant le plus possible les libertés individuelles. Notre parti se propose de libérer le Canada des liens de la bureaucratie, tandis que le socialisme, à notre avis, ne peut que l'empêtrer davantage dans le fatras de la paperasserie et des régies administratives.

Le programme de la C.C.F. me paraît, pour le moins, élastique. Il passe par tous les degrés depuis le socialisme militant et vociférant préconisé par le chef du parti, qui parle même de police et de prison, lorsqu'il s'adresse à la population du littoral du Pacifique, jusqu'aux théories coulantes mais relativement anodines de l'hon. député de York-Sud (M. Noseworthy). La variété d'opinions au sein du parti C.C.F. constitue un avertissement pour la population canadienne qui cherche à découvrir dans quelle voie ce parti s'est engagé. Il n'est donc pas surprenant que la grande majorité des cultivateurs ne voient pas d'un très bon œil ce mouvement qui reste toujours dans l'imprécis et dont les tenants ne peuvent décider une fois pour toute jusqu'à quand, s'ils arrivent au pouvoir, ils permettront au cultivateur de conduire ses propres affaires.

Certains chefs C.C.F. se plaisent, pour des fins politiques, à parler des "vieux partis". Je ne m'y opposerais point s'ils voulaient bien employer le singulier, puisque le premier ministre actuel s'enorgueillit de l'âge du libéralisme. Toutefois, on ne peut rattacher le parti conservateur-progressiste à aucune politique ou doctrine anciennes. De la convention de Winnipeg ont surgi une nouvelle politique et un nouveau chef. En vérité, bien des gens sont d'avis que les vieux partis, au Canada, ce sont le parti libéral et la C.C.F. Abstraction faite de l'âge, le parti de la fédération du C.C.F. manifeste des caractéristiques qui font aujourd'hui de lui un parti typique à l'ancienne mode.

Je me figurais que la vieille coutume de prodiguer les promesses aux électeurs canadiens avait fait à jamais son temps. Il y a quelques années seulement, les gens méprisaient l'homme public qui débitait un discours bourré de promesses. Ils bannissaient presque de la société celui qui publiait une brochure remplie de promesses. Cela déshonorait un